



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (C.C.T.P.)

N° DE MARCHE : 009/2025

OBJET DU MARCHE :

**MARCHÉ DE MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET DES APPAREILS ÉLEVATEURS
MULTIMARQUE ET PRESTATIONS ASSOCIÉES**

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

Table des matières

PRÉAMBULE.....	5
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	5
ARTICLE 2 – DURÉE ET COMPOSITION DU MARCHÉ	5
2.1 Maintenance.....	5
2.2 Travaux occasionnels.....	6
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
3.1 Document d’ordre général.....	6
ARTICLE 4 – CONNAISSANCE DES INSTALLATIONS	6
4.1 Prise en charge des installations	6
4.2 État des lieux contradictoire en début de contrat	7
4.3 État des lieux contradictoire en fin de contrat.....	7
4.4 Modifications des installations en cours de marché.....	8
4.5 Visites périodiques	8
4.6 Intervention de dépannage	9
4.7 Demande de secours	14
4.8 Les bacs de récupération d’huile sous les guides cabine et contrepoids.....	15
4.9 Étude de sécurité.....	15
4.10 Consignation du passage de la maintenance	16
4.11 Machine électrique.....	16
4.12 Machine électrique.....	17
4.13 Limiteur de vitesse	18
4.14 Essai des sécurités	18
4.15 Armoire de manœuvre et sélecteur	19
4.16 Portes palières.....	19
4.17 Cabines	20
4.18 Ameublement.....	20
4.19 Porte cabine	21
4.20 Toit et dessous cabine	22
4.21 Gaine et cuvette	22
4.22 Accompagnement lors des contrôles techniques	23
4.23 Reprises des réserves émises	24
4.24 L’entretien ne comprend pas	24

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DES CONTRACTANTS.....	24
5.1 Conformité	24
5.2 Bilan d’activité	24
5.3 Notice d’instruction.....	25
5.4 Appareil à l’arrêt.....	25
5.5 État des pannes	25
5.6 Maintenance.....	25
5.7 Dégradations	25
ARTICLE 6 – OBLIGATION DES PARTIES	26
6.1 Prestation et travaux de maintenance	26
6.2 Arrêt de l’appareil pour travaux.....	26
6.3 Stock	26
6.4 Contrôle et assistance technique	27
6.5 Exclusion du contrat	27
6.6 Travaux de transformations importantes	27
ARTICLE 7 – TRACABILITÉ	28
ARTICLE 8 – DÉTAIL DES OPÉRATIONS ATTENDUES	28
ARTICLE 9 – TRAVAUX COMPLÉMENTAIRES ET INTERVENTIONS SPÉCIFIQUES.....	29
9.1 Étendue des prestations.....	29
9.1.1 Généralités	29
9.1.2 Installations d’accueil des salariés sur chantiers.....	29
9.1.3 Dispositions particulières en bâtiment occupé	29
9.1.4 Provenance des matériaux	30
9.2 Période de préparation	30
9.2.1 Étude préliminaire et dossier technique	30
9.2.2 Réunions de préparation relatives à l’organisation de l’exécution des travaux	31
9.3 Période d’exécution	32
9.3.1 Coordination avec les autres entreprises et avec les usagers.....	32
9.3.2 Protections des ouvrages contre les risques de vol, incendie, dégradations	32
9.3.3 Protections des ouvrages contre les risques de détérioration	32
9.3.4 Exécution des prestations	33
9.3.5 Visites et investigations	33
9.3.6 Stockage et évacuation du matériel	33
9.4 Normes et réglementation.....	34

9.4.1 Principales normes applicables aux ascenseurs.....	34
9.4.2 Textes généraux	34
ARTICLE 10 – PRÉSENTATION DU MÉMOIRE TECHNIQUE.....	35

PRÉAMBULE

L'UGECAM Alsace souhaite confier l'entretien de ses installations dont les objectifs principaux seront les suivants :

- Respect de la réglementation,
- Conservation des équipements,
- L'amélioration du service rendu aux utilisateurs.

Le titulaire est réputé avoir pris en compte pour l'établissement de son chiffrage, l'ensemble des contraintes d'environnement des sites.

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Les dispositions du présent cahier des clauses techniques particulières concernent la passation d'un marché ayant pour objet l'ensemble de prestations d'entretien et de maintenance des d'ascenseurs et monte-charge de l'UGECAM ALSACE.

La liste et les caractéristiques des appareils sont détaillées en annexe 2 du présent C.C.T.P. Ce marché est à obligation de résultat.

ARTICLE 2 – DURÉE ET COMPOSITION DU MARCHÉ

2.1 Maintenance

Le marché est prévu pour une durée de 1 an à compter du 01 janvier 2026.

À l'issue de la première année d'exécution, le marché pourra être reconduit tacitement par période de 12 mois dans la limite d'une durée totale allant jusqu'au **31 décembre 2029**. Le Titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction de l'Accord-cadre.

La durée totale de l'Accord-cadre, reconduction comprise, ne peut excéder quatre (4) ans.

Le présent marché, contre redevance forfaitaire annuelle par appareil, doit s'appréhender comme une prestation de dépannage, de maintenance et de remplacement complète, relatives aux équipements qui intègrent :

- **L'installation en elle-même et tous ses éléments ;**
- **Tous les autres accessoires et équipements qui se trouvent dans ou en contiguïté de la trémie et de la machinerie et qui ne sont totalement accessible que par le titulaire ou en sa présence (portes d'accès et trappes).**

Ces prestations doivent être assurées si nécessaire et quelle qu'en soit la cause. En conséquence, le titulaire devra remplacer les pièces défectueuses ou la totalité de l'élément qui n'assure plus sa fonction à sa charge.

Les candidats ont la possibilité de visiter les installations en amont de la réponse à l'appel d'offres et sur demande expresse, le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des documents du marché, avant de remettre son offre.

2.2 Travaux occasionnels

Des travaux ponctuels pourront être commandés sur la base des prix remis dans le BPU, ou dans le cas de besoins hors BPU.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

3.1 Document d'ordre général

- Les normes en vigueur DTU pour l'exécution des prestations, les préconisations des constructeurs, les réglementations concernant le droit du travail, l'hygiène et la sécurité ;
- L'arrêté 2004-964 du 9 septembre 2004 ;
- L'arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs ;
- Le décret 2008-1325 du 15 décembre 2008 ;
- Le décret 2012-674 du 7 mai 2012 ;
- L'arrêté du 7 août 2012 ;
- Le Décret 2021-872 du 30 juin 2021.

En complément, le Titulaire aura l'obligation de respecter l'ensemble des règles et protocoles d'hygiène internes à l'UGECAM Alsace, fournis au démarrage du marché ou durant toute la durée de celui-ci.

ARTICLE 4 – CONNAISSANCE DES INSTALLATIONS

4.1 Prise en charge des installations

Les installations à entretenir sont les installations dont la liste et les caractéristiques sont décrites en annexe 2 du présent CCTP.

A la prise en charge des installations et dès la première visite d'entretien, le Prestataire devra la fourniture d'un carnet d'entretien qui sera placé dans le local machinerie ou exceptionnellement sur le toit de cabine (cas des appareils sans local machinerie). Après chaque intervention, le Prestataire doit remplir ce document en indiquant les dates et heures d'intervention (heure d'arrivée & heure de départ), l'origine de l'intervention, le travail effectué (réparations effectuées, pièces remplacées...), le nom et la signature de l'intervenant. Sur simple demande de l'UGECAM Alsace ou de son représentant, le Prestataire devra présenter ce document.

Le Titulaire réalisera impérativement sous 6 semaines suite au démarrage du marché :

- Le changement des étiquettes physiques dans tous les appareils ;
- Le paramétrage des téléalarmes ;
- La mise en place des carnets d'entretien physiques.

4.2 État des lieux contradictoire en début de contrat

En application de l'article 4 de l'arrêté du 18 novembre 2004, un état des lieux initial est dressé de façon contradictoire entre le Client ou son représentant et le nouveau Titulaire (Titulaire entrant) lors de la prise du marché et est annexé au contrat.

Le Client peut faire réaliser cet état des lieux par une personne habilitée au sens de l'article R125-2-5 du code de la construction et de l'habitation.

Cet état des lieux des appareils est réalisé dans le mois qui suit le démarrage du contrat.

Cet état des lieux détermine les caractéristiques principales et l'état général des installations, les conformités obligatoires relatives au classement de l'installation, aux règlements et législation en vigueur et aux travaux relatifs à l'arrêté du 18 novembre 2004 (J.O du 28 novembre 2004).

Une fois le compte-rendu validé par l'ensemble des intéressés, le présent titulaire ne pourra pas arguer le fait d'une quelconque prestation ou observation relevant du précédent titulaire. Ces dernières seront prises en charge par le présent titulaire.

Sans remarques de la part du Titulaire, les conclusions de l'état des lieux sont réputées acceptées et non amendables.

L'absence du Titulaire « entrant » à l'état des lieux initial contradictoire implique son acceptation des installations sans réserve autres que celles émises dans l'état des lieux. Celui-ci ne peut faire état par la suite de défauts de réalisation, de maintenance, d'imperfections ou de défauts de réglages.

Le rapport sera rédigé par l'UGECAM Alsace accompagné de son Conseil.

Dans le cas où des défaillances sont constatées à la suite de l'état des lieux contradictoire et ne figurent pas dans le rapport, le présent titulaire ne pourra en aucun cas imputer ces défaillances au Titulaire sortant. L'ensemble des défaillances seront prises en charge par le présent titulaire.

Le Prestataire est capable d'assurer toute intervention, y compris avec les outils spécifiques d'entretien et de maintenance permettant d'accéder aux différents menus fonctionnels de l'installation, de modifier les paramètres de réglages et de fournir les pièces de rechange nécessaires à tout moment.

4.3 État des lieux contradictoire en fin de contrat

A la fin du contrat, le Titulaire laisse les installations en parfait état de propreté, de fonctionnement, de sécurité et libre de tous verrouillages interdisant la gestion normale des équipements.

A cet effet, un état contradictoire de l'état des appareils est dressé.

Un procès verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels est établi à la fin du contrat avec le bénéficiaire ou son représentant en présence du titulaire « sortant » dans la période de trois mois avant la date d'expiration du marché.

Lors de l'état des lieux contradictoire en fin de contrat, le titulaire « sortant » remet au bénéficiaire ou son représentant une sauvegarde de l'ensemble des paramètres des ascenseurs afin d'avoir une trace des valeurs de ces paramètres à la prise en charge.

Tous plans, notices et étude de sécurité relatifs aux installations sont remis au format électronique au bénéficiaire avec mise à jour si des modifications ont été apportées en cours de contrat.

En cas de négligences ou carence dans l'exécution des clauses du contrat, les travaux de remises en état contradictoirement acceptés sont à la charge du titulaire sortant.

4.4 Modifications des installations en cours de marché

En cours de marché, le parc à entretenir pourra être modifié, en plus ou en moins, pour les motifs suivants : suppression d'un appareil, installation d'un nouvel appareil, transformation importante ou remplacement complet.

Chaque modification des éléments contractuels fera l'objet d'un avenant au marché.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité en raison de la diminution du nombre d'appareils à entretenir.

4.5 Visites périodiques

Les visites périodiques comprennent nettoyage, lubrification et graissage des organes mécaniques. Le Prestataire chargé de l'entretien adaptera la fréquence et la consistance de ces visites aux caractéristiques techniques et aux conditions d'utilisation de l'appareil.

En aucun cas, le Prestataire ne pourra effectuer moins d'une visite toutes les six semaines (soit 10 visites/an). Un minimum de 4 semaines devra impérativement séparer deux visites. Aucune intervention de dépannage ne peut tenir lieu de visite d'entretien.

Le Prestataire certifie avoir à sa disposition l'ensemble des outils permettant de réaliser un parfait entretien. En aucun cas le Prestataire ne pourra prétendre que l'UGECAM ALSACE n'a pas fourni les éléments permettant de réaliser une parfaite maintenance.

Le Prestataire est capable d'assurer toute intervention y compris avec les outils spécifiques d'entretien et de maintenance permettant d'accéder aux différents menus fonctionnels de l'installation et de modifier les paramètres de réglages. Il devra fournir, les tables de correspondance des pannes (code de panne avec la définition du type de panne,) les plans, etc...

Le détail des interventions est détaillé dans l'annexe 1 du présent CCTP.

Un nettoyage de la cuvette sera réalisé une fois par an au minimum : l'objectif étant que cette cuvette soit toujours propre, pour éviter tous risques d'incendie.

Sera également réalisé, un nettoyage une fois par an du toit de cabine, du dessous de cabine, de la gaine avec tout le matériel qu'elle comporte (guides, fers, etc..), guides inférieurs et supérieurs de portes cabines et palières.

Les contrôleurs de manœuvre et la machinerie seront nettoyés une fois par an.

Les dates de nettoyage devront être consignées sur le carnet de l'appareil.

4.6 Intervention de dépannage

Le Prestataire s'engage, sur demande de l'UGECAM Alsace ou de son représentant, à intervenir tous les jours, et à prendre en compte tous les appels de 7h00 à 20h00 y compris le week-end et jours fériés en cas d'arrêt ou de fonctionnement défectueux d'un appareil.

L'arrivée du technicien se fera dans les 2 heures suivant la réception d'un appel (ou au plus tard à 9h pour un appel après 20h00) sauf en cas d'incarcération de personne(s) en cabine où l'intervention doit être réalisée dans les plus brefs délais 24H/24 avec un maximum de 45 minutes y compris le week-end et jours fériés.

L'ensemble des cas est recensé dans le tableau ci-dessous :

	ENTRETIEN/ MAINTENANCE	DEPANNAGE	DYSFONCTIONNEMENT (SANS IMMOBILISATION)	EVACUATION USAGER BLOQUE
JOURS	Lundi au Vendredi inclus	Lundi au dimanche + jours fériés	Lundi au Vendredi inclus	Lundi au dimanche + jours fériés
HORAIRES	9h à 17 heures	7h à 20h	8h à 18h	24h/24
DELAIS INTERVENTION		2 h	24h	45 minutes
		Appareils prioritaires 1h	Appareils prioritaires 12h	
DELAIS DE REMISE EN SERVICE		8 h	48 h	
		Appareils prioritaires 4h	Appareils prioritaires 24h	

Définitions :

- Délais d'intervention : délai entre la réception de l'appel et l'arrivée sur site ;
- Délais de dépannage : délai de remise en service de l'installation ou traitement du défaut à compter de la présence sur site du Titulaire ;
- Délai pour dysfonctionnement : intervention suite à un défaut sans arrêt de l'ascenseur (éclairage cabine partiel, bruit, bouton d'appel inopérant –sauf niveau principal, ...) ;

En cas d'impossibilité de remise en service dans les délais impartis, le Titulaire devra informer l'UGECAM Alsace du délai de remise en service, et ce sous 24h par écrit.

La remise en service de l'appareil devra être effective dans les 24 heures après réception de la demande d'intervention, pour toutes les pièces considérées en stock sauf accord écrit de l'UGECAM Alsace.

En cas de panne nécessitant une mise à l'arrêt prolongée d'un appareil, celle-ci, sauf accord écrit de l'UGECAM Alsace, ne devra pas excéder 5 jours ouvrés.

Le Prestataire devra tenir informé l'UGECAM Alsace, par écrit, en indiquant les raisons de la mise à l'arrêt de l'appareil ainsi que la date prévisionnelle de remise en service.

Le Prestataire informera les usagers par un affichage adapté sur toutes les portes palières de l'appareil concerné.

Dans les cas exceptionnels où une pièce devrait être mise en fabrication ou commandée, une justification écrite, avec preuve du délai par le fabricant / vendeur, sera envoyée à l'UGECAM Alsace qui donnera son accord préalable.

- **Entretien étendu des ascenseurs**

Le Prestataire aura à sa charge la réparation des pièces usées par l'utilisation normale de l'appareil, leur remplacement à l'identique ou équivalent (on entend par équivalent une même technologie) si elles ne peuvent être réparées, et ce, en toute sécurité. Si la réparation ou le remplacement à l'identique ou équivalent ne sont pas possibles (ex : cas d'obsolescence ou d'usure avérée non due à un défaut de maintenance), le Prestataire présentera une solution pour le remplacement de l'équipement concerné.

La vétusté ne peut atteindre les composants d'une installation avant un délai minimum à **compter de la date de fin de fabrication** du composant concerné (à démontrer par le Titulaire), selon les critères suivants (date d'installation de la pièce en place et non date de mise en service de l'ascenseur) :

- Le changement de machine ou des pièces mécaniques (poulies, roulements...) en cas de nécessité si installation > 30 ans ;
- Le changement des organes électromécaniques > 20 ans ;
- Le changement des cartes électronique > 10 ans.

Quand cela est nécessaire, le titulaire aura l'obligation de prouver à l'UGECAM Alsace la date de commande de la/les pièce(s).

Le Prestataire réparera les pièces énumérées ci-après, ou les remplacera si elles ne peuvent être réparées. Lorsqu'une pièce défectueuse dont la réparation ou le remplacement est prévu au contrat ne peut être réparée ou changée à l'identique, le titulaire fera son affaire de :

- Mise en place à ses frais, d'une pièce de technologie équivalente ou supérieur ;

- L'adaptation restant à sa charge, en outre, il doit justifier que cette pièce ne remet pas en cause le maintien du niveau de sécurité des ascenseurs marqués CE. En cas de nécessité, un nouveau marquage CE pourra être demandé.

Ces travaux sont effectués à l'instigation du Prestataire ou de l'UGECAM ALSACE en tant que de besoin et concernent les organes suivants :

En cabine :

- les boutons d'envoi ;
- les dispositifs de réouverture de porte ;
- les contacts à clés ;
- digicode ;
- l'éclairage normal de la cabine (ampoules, leds, tubes et appareils d'éclairage) ;
- les écrans multimédia ;
- les paumelles de porte ;
- les contacts de porte ;
- les ferme portes automatiques ;
- l'éclairage de secours ;
- les indicateurs de position et de direction ;
- la sonnerie ;
- la synthèse vocal ;
- les batteries, les piles et le câblage ;
- le dispositif de demande de secours ;
- le ventilateur lorsqu'il existe ;
- les voyants lumineux ;
- les patins électroniques ou mécaniques des portes cabine ;
- les cellules ;
- les barrières de cellules ;
- les contacts de choc ;
- les pivots de portes ;
- les patins de guidage des portes cabine.

En cuvette et sous la cabine :

- les amortisseurs cabine et contrepoids ;
- les poulies de renvoi du câble du limiteur de vitesse et du câble ou du ruban de sélecteur ;
- les interrupteurs installés sous ces poulies, lorsqu'ils existent ;
- les pieds des guides cabine et contrepoids ;
- les fils guides du contrepoids ;
- les chaînes de compensation ;
- la PC 2P + T ;
- les blocs antivibratoires ;
- le boîtier d'inspection les pendentifs ;

- les coulisseaux de cabine ;
- les pompes des coulisseaux ;
- le/les taquets antidérive ;
- les contacts de plancher mobile, de surcharge, le non-stop ;
- les fins de course d'arrêts normaux et de sécurité ;
- les poulies de renvoi.

Aux paliers :

- les fermes portes mécaniques, électriques ou pneumatiques ;
- les galets de suspension ;
- les contre-galets ;
- les galets de serrures ;
- les serrures électriques et leurs câblages ;
- les contacts de porte ;
- les écrans de commandes ;
- les boutons d'appel et leurs voyants ;
- les indicateurs de direction et de position, le déverrouillage de secours ;
- les dispositifs de protection des déverrouillages de secours ;
- les paumelles.

En gaine, au local des poulies et sur le toit cabine :

- Les vérins ;
- les flexibles ;
- les câbles de traction, de régulateur, de compensation et de sélecteur d'étages (le ruban, la chaîne, ...) ;
- les courroies de traction ;
- les impulseurs ;
- les orienteurs ;
- les chapeaux ;
- les contacts fixes et mobiles et interrupteurs d'étages et de fin de course ;
- les poulies de renvoi ;
- les poulies de mouflage avec leur carter ;
- les cames fixes ou mobiles ;
- le parachute de sécurité ;
- les systèmes contre la vitesse excessive en montée les contre galets de portes ;
- les galets de suspension ;
- les rails de suspension ;
- les câbles, chaînes et courroies d'entraînement ;
- les chemins de roulement ;
- les contacts de portes ;
- l'opérateur et ses mécanismes électriques et mécaniques (moteur, variation fréquence, fixation, axes d'articulation, roulement, clips, ...) ;
- le système contre la vitesse excessive en montée la boîte d'inspection ;
- la PC 2P+T ;

- les poulies de détour et de renvoies les boîtes d'attache des pendentifs ;
- les coulisseaux cabine et du contrepoids ;
- les guides cabines et contrepoids ;
- les rollers ;
- les fils guides du contrepoids ;
- le réalignement des guides cabine et contrepoids, s'il est nécessaire ;
- le verrouillage des gueuses ;
- l'éclairage de la gaine (ampoules, fluos, allogènes) ;
- la mise à jour de la plaque signalétique sur le toit de cabine lorsqu'elle existe.

En machinerie :

- les groupes motopompe ;
- les distributeurs ;
- les manomètres ;
- les clapets ;
- moteur (avec roulement, paliers, bobinages rotor et stator) ;
- treuil (arbre à vis, engrenage, clavetage poulies, paliers, roulements coussinets, l'étanchéité) ;
- la suppression des bruits et des jeux ;
- la machine de type Gearless dans son ensemble ;
- les vérins ;
- les pompes (niveau d'huile, vidange et renouvellement de l'huile) ;
- les freins (mâchoires, bobines, garnitures) ;
- les raccordements ;
- le ressort contrôleur de manœuvre ;
- la variation de fréquence (bobines, transistors, thyristors, relais, contacteurs, redresseurs, résistances, fusibles contacts fixes et mobiles) ;
- les cartes microprocesseur ;
- les transformateurs ;
- les organes de sélecteur ;
- le contrôleur d'étages et limiteur de vitesse ;
- les plaquettes électroniques ;
- le système contre la vitesse excessive en montée l'interrupteur mou de câble ;
- le collecteur ;
- les balais de collecteur ;
- les gardes câbles ;
- les courroies de transmission ;
- les disjoncteurs généraux force et lumière ;
- les fusibles ;
- les fusibles des combinés généraux force ;
- la lumière cabine ;
- PC ;
- le tableau DTU dans son ensemble ;
- l'éclairage de la machinerie ;
- l'éclairage de secours ;

- les dispositifs antiparasites ;
- l'intégralité de la filerie à partir du tableau force.

Système de désincarcération & de gestion :

- téléphone ;
- téléalarme, télésurveillance y compris tableau d'alarme ou système de gestion centralisé situé dans les locaux de l'UGECAM Alsace si celui-ci ne concerne que les ascenseurs ;
- les câbles électriques à l'exception des canalisations enterrées ou inaccessibles ;
- toutes les batteries nécessaires au bon fonctionnement de ces systèmes.

Boîtes appels pompiers :

- Équipements en cabine, au palier ou dans un local de l'UGECAM Alsace à l'exception du remplacement des vitres des boîtiers bris de glace.

Appareils hydrauliques :

En plus des dispositions précédentes, les prestations suivantes sont également comprises dans le cadre du présent contrat :

- les compléments de fluide hydraulique nécessaires par suite d'un manque d'étanchéité du système, l'analyse du fluide hydraulique, le remplacement du fluide hydraulique et son évacuation, le remplacement du filtre à air placé sur le reniflard du réservoir du fluide hydraulique, le maintien d'une bonne étanchéité du système, y compris le remplacement des dispositifs d'étanchéité entre cylindre et piston et entre éléments du piston (vérin télescopique),
- le remplacement du cylindre, du piston, du réservoir et des canalisations hydrauliques, l'entretien et le remplacement éventuel des équipements suivants : groupe motopompe y compris des dispositifs de commande de régulation et de sécurité, le/les électrovannes, les distributeurs, les manomètres, les clapets, systèmes hydrauliques manuels permettant la manœuvre de secours y compris les dispositifs de repérage des niveaux, dispositif contre la dérive de la cabine, les essais annuels en surpression.

4.7 Demande de secours

Dans le cas où la demande de secours existante n'est pas programmable vers la centrale d'appel lors de la prise en contrat de(s) appareil(s), le Prestataire est tenu à la mise en place et ce, à sa charge d'un dispositif de téléalarme à protocole ouvert avec phonie sur le/les appareil(s) contracté(s).

Le système intégrera la phonie, par un point phonique en cuvette et sur toit cabine en supplément de celui en cabine.

L'installation comprend la fourniture et la pose du dispositif et des câblages, le raccordement et la programmation. Tous les travaux nécessaires à cette installation et à son fonctionnement doivent être compris.

Dans tous les cas, le prestataire doit, si ce n'est pas en place, l'installation de kit GSM et la gestion de celui-ci sur chacune des installations.

Attention, durant toute la durée du présent contrat, le kit GSM ainsi que la téléalarme sont dus en cas d'évolution technologique qui viendrait à rendre le système en place obsolète (passage de la 3G à la 5G par exemple).

4.8 Les bacs de récupération d'huile sous les guides cabine et contrepoids

Lors de la prise en charge des appareils, le prestataire devra la mise en place de bacs de récupérateur d'huile sous les guides cabine et contrepoids. Il sera porté une attention particulière à l'état de propreté de ces bacs. Il ne sera toléré aucun débordement.

4.9 Étude de sécurité

La réalisation de l'étude de sécurité telle qu'elle est prévue par le décret 2008-1325 est à fournir en un exemplaire au propriétaire ou son représentant.

A ce titre, elle comporte :

- La description de l'équipement ;
- Les conditions d'accès aux différentes parties de l'équipement, et notamment la machinerie ;
- Le descriptif des dispositifs d'aide à la manutention ;
- L'évaluation de l'équipement ou de son installation au regard de la sécurité des travailleurs chargés des interventions ou des travaux ainsi que des mesures de prévention, y compris les modes opératoires permanents.

Cette étude doit également être affichée en machinerie.

L'étude doit impérativement être réalisée et affichée dans les 2 mois maximum suivant la date de prise d'effet du présent contrat.

L'étude de sécurité spécifique est mise à jour, dans un délai de 2 mois, lorsque survient un événement susceptible d'affecter l'évaluation des risques, notamment :

- En cas de transformation importante ;
- Après l'intervention de mesures consécutives ou signalement d'une situation de danger grave ou imminent dans les conditions de l'article L4131-1 du code du travail.

L'étude de sécurité comporte toutes les données permettant au chef de l'entreprise intervenante de définir et de mettre en œuvre les mesures de prévention qui s'imposent

pour assurer la sécurité et préserver la santé des personnes chargées de l'intervention ou des travaux.

4.10 Consignation du passage de la maintenance

Il sera mis à demeure en machinerie (et dans le cas d'ascenseur sans machinerie, en gaine ou sur le toit de cabine), un carnet d'entretien. Celui-ci devra comporter toutes les annotations de la maintenance et les explications de dépannages.

En cabine, il sera installé, une étiquette précisant la dernière visite de maintenance, cette étiquette n'est pas obligatoire dans le cas où l'afficheur en cabine permet le signalement du passage du technicien.

Important : le carnet de maintenance « physique » est obligatoire => un carnet dématérialisé uniquement ne sera pas accepté.

4.11 Machine électrique

Par Machine, le titulaire doit entendre : la génératrice si elle existe, le treuil et les machines Gearless, le moteur de traction, la poulie de traction, les poulies de déflexion, le frein de poulie, la pince de câbles, le châssis de fixations, les silentblocs et les capots de protection des poulies et des câbles de traction.

Le titulaire réalisera annuellement ou dès que nécessaire :

- un dégraissage annuel de la machine, de la poulie de traction, de/des poulie(s) de déflexion(s) et du châssis ;
- un démontage annuel du frein suivi d'un graissage des axes, des chemises et pistons ;
- une vérification des vis de serrage de l'ensemble des éléments entre eux et sur leur support ;
- la vérification des dispositifs d'accouplement souple et rigide ;
- le graissage des différents roulements et paliers lisses ;
- le remplacement des graisseurs automatiques s'ils existent ;
- la vérification de l'usure et du jeu de couronne ;
- un serrage des connections du moteur électrique, de ses accessoires, et de l'électrofrein ;
- l'alignement de l'encodeur et sa fixation.

Le titulaire réalisera tous les 3 ans ou dès que nécessaire :

- une vidange et le remplacement de l'huile du réducteur et des paliers du moteur.

Le titulaire aura en charge dès que nécessaire :

- la fourniture ou remplacement des pièces moteur/génératrice ;
- le bobinage des enroulements moteur, génératrice et bobine ;
- la fourniture et le remplacement des silentblocs de la machine ;

- la fourniture et le remplacement des joints d'étanchéité de la machine ;
- la fourniture et le remplacement des roulements, des paliers, des arbres, des carters de la machine, rotor, stator et collecteur, garniture et mâchoires ;
- la fourniture et le remplacement des ventilateurs mécaniques et électriques de la machine ;
- la fourniture et le remplacement des encodeurs et capteurs divers utilisés par la manœuvre ;
- la fourniture et le remplacement des câbles et courroies de traction ;
- la fourniture et le remplacement de toutes les poulies de traction et déflexion ;
- la fourniture et le remplacement des capots de protection manquants.

4.12 Machine électrique

Le titulaire réalisera tous les 3 ans ou dès que nécessaire :

- une vidange, fourniture et le remplacement de l'huile de la centrale ;
- un nettoyage minutieux du distributeur et des filtres de la pompe.

Le titulaire effectuera toutes les prestations nécessaires au maintien d'une bonne étanchéité et les essais de surpression du système.

Le titulaire veillera à la protection du flexible en particulier à proximité de la centrale et des passages dans les fourreaux.

En machinerie et en gaine, une protection devra être mise en place aux endroits où le flexible, sous l'effet des vibrations, présente des traces de frottements.

Le titulaire vérifiera que la résistance chauffante immergée dans la cuve ou logée dans le distributeur, ne soit pas sous tension en permanence.

Les distributeurs seront dégraissés annuellement, les filtres démontés et nettoyés.

Les contrôles de surpression, de pression de retour, et de pression de pompe manuelle seront faits annuellement.

Le robinet du manomètre du distributeur sera fermé après chaque utilisation.

Le titulaire aura en charge dès que nécessaire :

- la fourniture et le remplacement des pièces du distributeur (bloc, vannes, ressorts, électrovannes, pompe manuelle, manomètre, etc...) ;
- la fourniture et le remplacement des pièces de la centrale (cuve, silentblochs, motopompe, silencieux, filtre, contacteurs, résistance) ;
- la fourniture et le remplacement des joints d'étanchéité ;
- la fourniture et le remplacement de l'huile hydraulique de tout le circuit ;
- la fourniture et le remplacement du flexible et tuyau rigide, de la vanne d'arrêt, des raccords et des colliers de fixation ;
- la fourniture et le remplacement de la vanne parachute, du vérin (chemise, piston et joints) ;
- la fourniture et le remplacement des câbles et courroies de traction ;
- la fourniture et le remplacement de toutes les poulies de déflexion.

4.13 Limiteur de vitesse

Le titulaire réalisera annuellement ou dès que nécessaire la vérification du limiteur de vitesse.

Le plombage ne devra pas être retiré. En cas d'absence, un étalonnage devra être réalisé et l'étiquetage de la Vitesse Nominale et de la Vitesse de Prise rectifié. L'étiquette de marquage devra être parfaitement visible.

Les contacts de survitesse devront être vérifiés annuellement.

Sur le limiteur de vitesse :

- l'excédent de graisse sera retiré ;
- les axes et balanciers seront lubrifiés conformément à la notice du fabricant ;
- les galets dont le caoutchouc est gonflé ou craquelé, seront remplacés ;
- les capots de protection devront être remis en place après intervention.

Le Titulaire aura en charge dès que nécessaire :

- la fourniture et le remplacement des pièces du limiteur ou le limiteur complet ;
- la fourniture et le remplacement des pièces de la poulie tendeuse ou la poulie tendeuse complète ;
- la fourniture et le remplacement du câble du limiteur de vitesse ;
- la fourniture et le remplacement du capot de protection manquant.

4.14 Essai des sécurités

Une fois par an, le titulaire effectuera une visite particulière consacrée aux différentes sécurités de l'installation.

Lors de cette visite, le titulaire effectuera :

- l'essai du parachute après maintien en prise du limiteur de vitesse afin de contrôler l'adhérence entre la poulie et le câble ;
- l'essai des contacts « fin de course » montée, descente et révision ;
- l'essai du détecteur de patinage, intégrateur de glissement, temporisateur « extra course », les temps de déclenchement seront reportés sur le registre ;
- l'essai des protections thermiques du moteur de traction et des moteurs de porte cabine ;
- le calibrage des fusibles et des relais thermiques ;
- le bon fonctionnement des interrupteurs d'arrêt d'urgence en gaine, sur le toit de cabine en cuvette, en machinerie et dans le local des poulies ;
- le bon fonctionnement du contact de poulie tendeuse du limiteur de vitesse, de tension des rubans de sélecteur, des dispositifs de compensation ;
- l'essai des pèse charges ;
- l'essai des chasse-pieds rétractables.

4.15 Armoire de manœuvre et sélecteur

Le titulaire réalisera annuellement ou dès que nécessaire :

- le nettoyage de l'armoire de manœuvre et du sélecteur ;
- la lubrification des organes constituant le sélecteur ;
- le serrage annuel des connexions ;
- le contrôle des tensions de fonctionnement, reportées sur le registre de contrôle.

Le titulaire aura en charge dès que nécessaire :

- la fourniture et le remplacement des différents contacts fixes et mobiles des relais et contacteurs ;
- la fourniture et le remplacement des relais et contacteurs ;
- la fourniture et le remplacement des conducteurs rigides et souples, condensateurs, résistances, redresseurs, thyristors, transistors antiparasite, parafoudre et différents composants électromécaniques et électroniques ;
- la fourniture et le remplacement des cartes électroniques de manœuvre, de sélection, de détection, de temporisation, d'alimentation, de régulation, de télésurveillance et de téléalarme, de télé connexions ;
- le remplacement suite à dysfonctionnements ou suite à évolution de programmes, des circuits intégrés, des microprocesseurs, des mémoires, des RAM, ROM, EPROMM, EEPROM etc... des cartes énumérées ci-dessus ;
- Le remplacement des piles et batteries de sauvegardes des mémoires de l'armoire, VF, téléalarmes ou tout équipement électronique ;
- la fourniture et le remplacement des différents contacts fixes et mobiles du sélecteur, ainsi que des pignons, chaînes, câbles et poulies d'accouplement, chariots, roulements, etc... ;
- le remplacement du sélecteur mécanique par un sélecteur électronique ;
- le remplacement suite à dysfonctionnement, de la carte de manœuvre ou de régulation par du matériel identique ou par du matériel de substitution (d'origine du constructeur ou adaptable) assurant une fonction équivalente et identique. Si le titulaire pour des raisons de coûts ou de maîtrise technique préfère remplacer le coffret complet, il le fera à sa charge sans alléguer une quelconque obsolescence ou vétusté du matériel.

4.16 Portes palières

Le titulaire réalisera annuellement ou dès que nécessaire :

- le nettoyage des suspensions et des encadrements de portes palières et des retours de seuil en gaine ;
- la vérification des fixations et scellements des composants constituant les portes palières, les seuils et tôles chasse pieds ;
- la lubrification des axes, roulettes de renvoi, galets, contre galets, gongs charnières et pivots ;
- le nettoyage après démontage, des serrures et leur lubrification éventuelle ;

- Le brossage et le traitement des parties corrodées.

Le titulaire aura en charge dès que nécessaire => quel que soit l'âge du matériel en place ou la cause de détérioration :

- la fourniture et le remplacement des différents galets, contre galets, poulies de renvoi, câbles et cordes d'accouplement et de rappel, rails de suspensions ;
- la fourniture et le remplacement des différents ferme portes internes et externes, ressorts de rappels, contrepoids ainsi que leurs fixations ;
- la fourniture et le remplacement des patins de portes, des butées de panneaux, joints divers
- la fourniture et le remplacement des équipements constituant les pièces fixes et mobiles de serrures de portes, y compris leviers et contacts ;
- la fourniture et le remplacement des équipements constituant les panneaux et chariots de portes automatiques, ainsi que leurs fixations ;
- la fourniture et le remplacement des équipements constituant les battants de portes, ainsi que leur fixation ;
- le remplacement des équipements anti-vandales tels que boutons d'appels, indicateurs, manœuvre « pompier » et seuil inox ;
- la fourniture et le remplacement des fers et scellements de fixation ;
- La fourniture et remplacement des seuils de porte.

4.17 Cabines

Pour les appareils équipés de régulation de vitesse (type Variation de Fréquence, régulation par courant continu, régulation par transistor ou thyristors) la précision d'arrêt sera inférieure à 5 mm quelle que soient la charge et le sens de déplacement.

4.18 Ameublement

Le titulaire vérifiera à chaque visite la bonne tenue des équipements composant l'ameublement cabine.

En particulier la présence des vis de fixation et la bonne position :

- des boîtes à boutons cabine et de ses accessoires ;
- des mains courantes ;
- des panneaux d'habillage, des lisses de protection et divers accessoires ;
- des équipements constituant l'éclairage principal et de sécurité de la cabine ;
- du tapis et des plinthes du plancher cabine.

Une fois par an, les équipements constituant le diffuseur de l'éclairage cabine, seront démontés, nettoyés et dégraissés.

Le titulaire aura en charge dès que nécessaire :

- la fourniture et le remplacement des équipements composant le dispositif d'alarme, sirènes, boutons, toutes les batteries, piles, haut-parleurs, micros, etc... ;
- la fourniture et le remplacement des équipements anti-vandales tels que éclairage de sécurité, boutons d'envois, indicateurs, plastron de téléalarme, verrine d'éclairage de secours et verrine d'indicateurs ;
- la fourniture et le remplacement des équipements de l'éclairage anti-vandales tels que caisson, serrures, verres armés, diffusant en polycarbonate, etc... ;
- la fourniture et le remplacement des équipements électriques constituant l'éclairage cabine : ampoules et veilleuses, douilles, tubes fluorescents, réglettes, ballast, starter, embouts de fixations, blocs de secours, batteries ;
- la fourniture et le remplacement des grilles de ventilation ;
- la fourniture et remplacement des sols de cabine inox.

4.19 Porte cabine

Le titulaire réalisera annuellement ou dès que nécessaire :

- le nettoyage des suspensions et des entraînements de porte cabine ;
- la vérification des fixations des composants constituant la porte cabine et le seuil, tôle chasse pieds compris ;
- la lubrification des axes, roulettes de renvoi, galets, contre galets ;
- le nettoyage après démontage des équipements constituant les opérateurs de porte cabine ainsi que leur lubrification et leur réglage ;
- la vérification de l'alignement des dispositifs de déverrouillage avec les serrures palières (jeu entre pince ou sabre et galet de serrures > 5mm mini).

Le titulaire aura en charge dès que nécessaire => quel que soit l'âge du matériel en place ou la cause de détérioration :

- la fourniture et le remplacement des différents galets, contre galets, poulies de renvoi, câbles et cordes d'accouplement et de rappel, rails de suspensions ;
- la fourniture et le remplacement des différents équipements constituant l'entraînement électrique et mécanique des portes cabine, ainsi que leurs fixations ;
- la fourniture et le remplacement des patins de portes, des butées de panneaux, joints divers ;
- la fourniture et le remplacement des équipements de l'opérateur : contacts fin de course, platines électroniques, courroies, pignons ;
- la fourniture et le remplacement des équipements constituant la came mobile ;
- la fourniture et le remplacement des équipements constituant les pièces fixes et mobiles du système de déverrouillage des portes palières ;
- la fourniture et le remplacement des équipements constituant les pièces fixes et mobiles du système de verrouillage en déplacement de porte cabine ;
- la fourniture et le remplacement des équipements constituant la protection des heurts pour les usagers à savoir : cellules photoélectriques, cellule Reflex, cellules infrarouges, cellules « toute hauteur », détecteurs de mouvements infrarouges, volumétriques, « hyper fréquences » ou cellules rotatives ;

- la fourniture et le remplacement des équipements constituant les panneaux et chariots de portes automatiques, ainsi que leurs fixations ;
- la fourniture et le remplacement des équipements constituant les battants de portes, ainsi que leurs fixations ;
- la fourniture et le remplacement des fers et cornières de fixation sur la cabine du linteau de porte où est fixé l'opérateur, du seuil, des colonnes cabine.

4.20 Toit et dessous cabine

Au-delà des prestations minimales imposées, la fréquence de nettoyage doit être adaptée afin qu'à tout moment le toit de cabine soit dans un état de propreté correct d'hygiène et de sécurité.

Le titulaire réalisera semestriellement un nettoyage du toit de cabine.

Le titulaire réalisera annuellement ou dès que nécessaire :

- le nettoyage des coulisseaux de l'arcade et des sabots de parachutes ;
- la lubrification des guides ;
- la vérification des fixations des balustrades, chaînes de compensations, ruban de sélecteur, dispositifs de détection et de sélection ;
- le réglage de la cabine sur l'arcade et des jeux de fonctionnement ;
- Parallélisme des seuils cabine et paliers : écart 5 mm maxi.

Le titulaire aura en charge dès que nécessaire :

- la fourniture et le remplacement des différents équipements constituant la sélection et la détection tel que : capteurs magnétiques, optiques, mécaniques ;
- la fourniture et le remplacement des différents équipements électriques tels que : câbles, boîtes de dérivation, câbles pendentifs, boîte d'inspection, pèse-charges, etc... ;
- la fourniture et le remplacement des différents équipements mécaniques tels que : silentbloks, trappe, balustrades, chaînes et câbles de compensation, etc... ;
- la fourniture et le remplacement des garnitures de coulisseaux, des réservoirs d'huile sur le toit.

4.21 Gaine et cuvette

Au-delà des prestations minimales imposées, la fréquence de nettoyage doit être adaptée afin qu'à tout moment la cuvette et la gaine soient dans un état de propreté correct d'hygiène et de sécurité.

En particulier pour la cuvette, la quantité de débris accumulés ne doit permettre à aucun moment à un incendie de se déclarer (exempt de tous débris, pièces détachées, graisse).

Si la cuvette est inondée ou remplie de produits dangereux nécessitant l'intervention d'une société spécialisée, le titulaire informera l'UGECAM ALSACE et sera présent sans surcoût lors de l'intervention de cette société afin de leur assurer l'accès et la sécurité des travailleurs.

A minima, le titulaire réalisera semestriellement un nettoyage de la cuvette. Cette fréquence sera augmentée en cas de nécessité notamment si risque d'incendie.

Le titulaire réalisera un nettoyage annuel des faces internes des parois vitrées qui constituent la gaine des ascenseurs panoramiques.

Le titulaire réalisera annuellement :

- un nettoyage des guides, des pattes et des fers de fixations ;
- le dégraissage des semelles de guides ;
- un nettoyage des encadrements et retours de portes palières ;
- le contrôle de l'éclairage gaine, câbles, ampoules et hublots ;
- le contrôle de la poulie tendeuse et du contact électrique ;
- la lubrification des guides cabine et contrepoids ;
- le nettoyage et la lubrification des câbles et chaînes de traction, de compensations, du limiteur de vitesse et du sélecteur ;
- le réglage de la longueur des câbles et chaînes de traction, du limiteur de vitesse et du sélecteur, ainsi que leur tension ;
- la vérification des amortisseurs en gaine et de leur fixation ;
- la vérification du contrepoids.

Le titulaire aura en charge dès que nécessaire :

- la fourniture et le remplacement des différents équipements constituant la sélection et la détection tels que : capteurs magnétiques, optiques, mécaniques ;
- la fourniture et le remplacement des différents équipements électriques tels que : câbles, boîtes de dérivation, câbles pendentifs ;
- la fourniture et le remplacement des coulisseaux du contrepoids ;
- le scellement des pattes à guides, amortisseurs cabine et contrepoids, et poulies de déflexions ;
- la fourniture et le remplacement des équipements constituant l'éclairage gaine ;
- la fourniture et le remplacement suite à dysfonctionnement des équipements électriques constituant la colonne électrique palière (alimentation des boutons, voyants et serrures, boîtes de raccordements, etc...).
- la fourniture et le remplacement des pompes de relevage ainsi que le contrôle du bon fonctionnement ;
- la reprise de l'alignement des guides cabine et contrepoids.

4.22 Accompagnement lors des contrôles techniques

Le Titulaire devra assister le contrôleur technique et diligentera le personnel adéquat lors de ces opérations.

En cas d'empêchement, le Titulaire informera l'UGECAM Alsace par écrit au minimum 72 heures avant le rendez-vous.

En cas d'absence non justifiée du Titulaire, les frais de tout nouveau passage seront à sa charge.

L'assistance aux visites citées ci-dessus est obligatoire, elles font parties du présent contrat.

4.23 Reprises des réserves émises

A la remise d'un rapport de contrôle technique annuel/quinquennal ou d'audit, le titulaire devra lever les réserves sous les délais suivants :

- **Sans délais, lors d'une préconisation de mise à l'arrêt ;**
- **Sous 24h pour une réserve liée à la sécurité ;**
- **2 mois** pour toute réserve liée à la maintenance ;
- **4 mois** pour le remplacement de câbles, poulies, couronne ou toute pièce importante de la machine (hors frein).

100 % des réserves à la charge du titulaire dans le cadre de son contrat sont levées avant la commission de sécurité de chaque établissement

Le titulaire adresse, suivant les délais détaillés ci-dessus, une attestation de levées de réserves (sur la base du rapport de l'organisme annoté, paraphé et signé).

Toutes réserves non levées dans les délais impartis entraîneront des pénalités telles que définies à l'article 14.1 du CCAP.

4.24 L'entretien ne comprend pas

L'entretien des installations de bâtiment en général, même si elles ont été exécutées spécialement pour l'établissement de l'ascenseur ou monte-charge, telles que : branchement de force, de lumière, compteurs, combinés ou disjoncteurs en pieds de colonne, éclairage des abords, entourages et protections, maçonnerie, peinture.

Les travaux de modernisation ou de mise en conformité d'appareil. Les travaux non compris dans l'entretien sont signalés par écrit à l'UGECAM Alsace ou à son représentant, par le Prestataire chargé de l'entretien.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DES CONTRACTANTS

5.1 Conformité

En cas d'évolution réglementaire induite par la modification de la législation en cours obligeant le propriétaire de l'installation à réaliser des prestations de travaux ou de services complémentaires, l'UGECAM Alsace aura en charge les modifications et interventions éventuelles sans que celle-ci ne puissent être entreprises sans son accord écrit.

Si l'installation, qui est sous la responsabilité du titulaire, cesse d'être conforme à la législation ou réglementation en vigueur, le titulaire, dès qu'il en a connaissance, doit le signaler à l'UGECAM Alsace par écrit, avec chiffrage selon les conditions du marché.

5.2 Bilan d'activité

Avant le 31 janvier de chaque année, le Prestataire s'engage à fournir un bilan d'activité de l'année écoulée. Ce bilan se fera sous forme de rapport écrit. Il comprendra notamment, par appareil : le nombre de pannes techniques, le nombre de désincarcération, le nombre d'intervention " sans objet ", le nombre d'intervention suite à malveillance ou mauvaise utilisation ainsi que le temps total d'indisponibilité. Il précisera l'ensemble des pièces remplacées dans le cadre du présent contrat.

5.3 Notice d'instruction

Le Prestataire, devra, si elle n'existe pas, créer sans surcoût une notice d'instructions, dans le cadre d'une désincarcération, comportant notamment les caractéristiques de l'installation et le guide d'exploitation et d'entretien du constructeur de l'appareil ainsi que tous les paramétrages de mise en service. Cette notice devra être remise à l'UGECAM Alsace en fin de contrat.

5.4 Appareil à l'arrêt

En cas de nécessité de mettre un appareil d'urgence à l'arrêt, pour quelque raison que ce soit, le Prestataire doit en aviser sans délais l'UGECAM Alsace ou son représentant désigné, par courriel en indiquant les raisons de cette décision. Les remèdes à apporter et les devis de remise en état détaillés devront être transmis sous 48h, avec les éventuels délais d'immobilisation.

5.5 État des pannes

Le Prestataire s'engage à fournir sous 24 heures, à l'UGECAM Alsace ou à son représentant désigné, un état des pannes annuel sur simple demande de ces derniers.

5.6 Maintenance

Le Prestataire proposera un planning annuel définissant la semaine de passage sur chaque site. Un représentant de l'UGECAM Alsace pourra être présent lors de la visite de maintenance.

5.7 Dégradations

Le titulaire est responsable de toutes les dégradations occasionnées par ses employés aux bâtiments, chaussées, clôtures, appareils, etc..., du domaine de l'ensemble immobilier de l'UGECAM Alsace.

L'UGECAM Alsace se réserve le droit d'exécuter par ses soins, aux frais et risques du titulaire, la réparation des dégâts commis. Ces frais seront déduits automatiquement des factures.

ARTICLE 6 – OBLIGATION DES PARTIES

Obligation de l'UGECAM Alsace

L'UGECAM Alsace garantit au Prestataire le libre accès à tous les éléments des installations faisant l'objet du présent contrat.

L'UGECAM Alsace doit remettre au Prestataire, si elle existe, la notice des instructions nécessaires au maintien en bon état de fonctionnement de l'ascenseur.

L'UGECAM Alsace s'engage à fournir au nouveau prestataire le document technique amiante relatif à l'installation à maintenir.

Obligation du Prestataire

Le Titulaire aura l'obligation de s'annoncer à l'accueil de l'établissement et de suivre les règles d'identification internes et de consigner son passage dans le registre prévu à cet effet.

6.1 Prestation et travaux de maintenance

Les prestations et les travaux de maintenance seront exécutés par du personnel qualifié, sous la direction du Prestataire, aux conditions fixées au contrat, en tenant compte des recommandations des représentants de l'UGECAM Alsace pour limiter les troubles de jouissance des utilisateurs. Toute intervention doit être consignée dans le carnet d'entretien en machinerie.

6.2 Arrêt de l'appareil pour travaux

En cas de travaux nécessitant l'arrêt prolongé de la cabine, le Prestataire devra en informer les utilisateurs à l'avance par affichage à tous les niveaux.

6.3 Stock

Le Prestataire est tenu de constituer un stock de pièces de rechange des matériels de première urgence, de façon à ne pouvoir en aucun cas, faire valoir la cause de non-fonctionnement des installations, due à un délai d'approvisionnement quelconque. Ce stock reste la propriété du Prestataire.

Pièces à stocker considérées comme pièces de première urgence et à renouveler au fur à mesure de leurs utilisations :

- Tous les contacts à arrachement ;
- Tous les fermes portes ;
- Les sélecteurs ;
- Les bobines, relais, contacteurs, cartes électroniques et composants des contrôleurs de manœuvre ;
- Les poignées de porte ;

- Toutes les batteries susceptibles d'être nécessaire sur les installations ;
- Les cellules et kit de cellule toute hauteur ;
- Téléalarme et kit GSM ;
- L'ensemble des batteries présente sur l'installation ;
- Les piles, les ampoules, les Leds et dalle à leds.

6.4 Contrôle et assistance technique

L'UGECAM Alsace se réserve le droit de réaliser à tout moment par la société de son choix ou par un bureau de contrôle, les vérifications et contrôle réglementaire qu'il estimerait nécessaire.

Le Prestataire s'engage sur simple demande de la société missionnée par l'UGECAM Alsace à être présent sur le site pour tout le contrôle. Il fournira le cas échéant les outils, matériels et équipements nécessaires à cette vérification.

Concernant le contrôle quinquennal le Prestataire assistera le contrôleur technique pendant toute la durée du contrôle afin que la totalité des essais réglementaires stipulés dans l'arrêté du 7 août 2012 soient réalisés. Il ne sera admise aucune facture d'accompagnement tant pour la présence lors d'un audit de maintenance ou celle d'un contrôle technique quinquennal.

6.5 Exclusion du contrat

Ne sont pas inclus au contrat et font l'objet de facturations spécifiques :

- Les travaux de modernisation ou de mise en conformité des appareils avec des règlements qui seraient postérieurs à la notification ;
- Les prestations rendues nécessaires en cas de force majeure, l'incendie, l'explosion, l'inondation, la foudre, les catastrophes naturelles, les ambiances corrosives, l'accident indépendant de l'action du Titulaire, ou la surtension électrique ;
- Les nouvelles évolutions techniques même si elles sont dues à de nouvelles réglementations ou si elles sont recommandées ou exigées par les autorités réglementaires ;
- Les réparations et travaux consécutifs à du grand vandalisme (réparation supérieur à 1 000 € HT selon BPU).

6.6 Travaux de transformations importantes

Suivant l'article 2 125-2-1-ii décret n°2012-674 du 7 mai 2012 (modernisation)

Tous les travaux de modernisation feront l'objet d'un appel d'offre séparé et n'entrent donc pas dans le cadre de ce marché.

À la suite de ces travaux et quel que soit le prestataire ayant réalisés les travaux, l'appareil modernisé reviendra ensuite dans le cadre du présent contrat de maintenance. Les travaux

seront réceptionnés par l'UGECAM Alsace qui attestera de la bonne exécution de ceux-ci. Le prestataire devra accepter l'installation après réception des travaux.

L'année de parfait achèvement sera reprise par le prestataire du présent contrat.

Sont considérés comme travaux de modernisation :

- le remplacement complet de la cabine ;
- la modification du nombre ou de la disposition des faces d'accès à la cabine ;
- la modification du nombre ou de la situation des niveaux desservis, ou l'adjonction d'une ou de plusieurs portes palières ;
- le remplacement de l'ensemble des portes palières ;
- le remplacement de l'armoire de commande ;
- pour les ascenseurs électriques à adhérence, le remplacement du groupe de tractions ;
- pour les ascenseurs hydrauliques, le remplacement complet de la centrale ou du vérin ;
- la modification du système d'entraînement, telle que la modification du contrôle de l'arrêt et du maintien à niveau, l'adjonction de variateur de vitesse ;
- l'adjonction d'un dispositif de protection contre la vitesse excessive de la cabine en montée pour les ascenseurs électriques à adhérence.

ARTICLE 7 – TRACABILITÉ

Le Titulaire aura l'obligation de mettre à disposition de l'UGECAM Alsace et de son Conseil un outil ou accès internet permettant de suivre dans le détail l'ensemble des tickets d'incidents déclarés, avec au minimum la date et heure de déclaration, le statut de la demande et l'avancement de celle-ci.

Il devra y reprendre obligatoirement les numéros internes des appareils de l'UGECAM Alsace.

ARTICLE 8 – DÉTAIL DES OPÉRATIONS ATTENDUES

LISTE NON EXHAUSTIVE DES OPERATIONS DE MAINTENANCE

La liste décrite dans l'annexe 1 du CCTP concerne soit des vérifications, soit des réglages, soit des actions à effectuer, selon les éléments cités afin que l'ascenseur fonctionne correctement.

Le Prestataire adaptera l'action ou les actions en fonction des éléments cités.

La liste des opérations qui suit et leur fréquence sont à comprendre comme des minimas.

Le Prestataire devra adapter ses actions en fonction des résultats à obtenir s'il considère que cela ne suffit pas pour les atteindre.

Les opérations de 1 à 8 détaillées dans l'annexe, consistent en des contrôles, essais, nettoyage, mesure et remplacement de pièces ou d'organes. Elles peuvent être cumulatives. Toutes interventions étant incluses dans le présent marché doivent être exécutées selon les délais prévus au présent cahier des charges.

Le détail des opérations n'est pas limitatif, le Prestataire peut rajouter les travaux qui lui semblent nécessaires. Dans tous les cas, ces opérations doivent être appliquées. Ces opérations ne se substituent pas aux préconisations des constructeurs.

ARTICLE 9 – TRAVAUX COMPLÉMENTAIRES ET INTERVENTIONS SPÉCIFIQUES

En dehors des prestations de maintenance prévues par le présent marché, certains travaux complémentaires peuvent être demandés par l'UGECAM Alsace.

9.1 Étendue des prestations

9.1.1 Généralités

Le titulaire est responsable de l'exécution des travaux prévus au présent marché, jusqu'à leur parfait achèvement, conformément aux règles de l'art ainsi qu'aux règlements et décrets en vigueur. Les prestations devront être réalisées sur la base des éléments repris dans le BPU.

Il lui appartient notamment :

- d'estimer les particularités d'exécution dans son offre ;
- de signaler, lors de la remise de celle-ci, tout désaccord ou observation sur le présent cahier des charges ou le BPU ;
- d'effectuer les relevés nécessaires à l'étude et à la préparation de l'opération ;
- d'anticiper les contraintes de circulation, d'approvisionnement et de manutention du matériel neuf ou démonté ;
- d'évaluer les conditions d'intervention et les moyens à mettre en œuvre.

Après signature de la commande, le titulaire ne pourra en aucun cas invoquer des omissions, erreurs, contradictions ou interprétations du dossier pour se soustraire à ses obligations, limiter l'exécution des travaux ou refuser tout ou partie des ouvrages nécessaires au parfait achèvement et à la bonne utilisation des installations.

9.1.2 Installations d'accueil des salariés sur chantiers

Le titulaire devra mettre en place, à ses frais, les installations nécessaires à l'accueil et aux conditions de travail de ses salariés sur le chantier, conformément aux dispositions du Code du travail.

9.1.3 Dispositions particulières en bâtiment occupé

Les travaux s'effectuant dans un établissement en activité, le titulaire devra limiter autant que possible les perturbations pour les usagers et le personnel. À ce titre, il lui incombe de :

- définir un mode opératoire réduisant la durée d'immobilisation et d'intervention ;
- mettre en place les protections et mesures nécessaires pour garantir la sécurité des usagers, du public et des intervenants ;
- maintenir le chantier en état constant de propreté ;
- éviter tout encombrement des parties communes et passages de circulation ;
- préserver les ouvrages existants ;
- évacuer quotidiennement les déchets, sauf accord préalable du Maître d'ouvrage ou de son représentant.

9.1.4 Provenance des matériaux

Le titulaire doit fournir l'intégralité du matériel nécessaire à la réalisation complète des travaux et au bon fonctionnement des installations.

Tout élément de fourniture susceptible d'être altéré par les agents atmosphériques pendant le transport ou le stockage devra recevoir une protection adaptée.

Conformément aux dispositions de la loi AGEC et du Code de la commande publique (art. L. 2111-1), les équipements livrés devront être :

- soit issus dès que possible du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage, à condition de présenter des garanties équivalentes de sécurité, de fiabilité et de conformité réglementaire ;
- soit neufs, de qualité et conformes aux normes en vigueur.

Dans tous les cas, ils devront être accompagnés :

- des certificats de conformité (limiteurs, parachutes, serrures, amortisseurs, etc.) ;
- des procès-verbaux d'essais réglementaires (portes palières, etc.), en cours de validité et délivrés par un laboratoire agréé.

L'utilisation de matériel récupéré sans traçabilité, réformé ou hors normes est strictement interdite.

9.2 Période de préparation

9.2.1 Étude préliminaire et dossier technique

Le titulaire doit réaliser toutes les études préalables nécessaires afin de garantir que les travaux prévus ne compromettent ni la solidité ni la stabilité des ouvrages existants.

Il soumettra à l'approbation du maître d'ouvrage un dossier technique complet comprenant notamment :

- les notes de calculs relatives aux câbles de levage (coefficient de sécurité, adhérence, pression spécifique, etc.) et aux charpentes métalliques (machines, poulies de renvoi ou de déflexion) ;
- les attestations de conformité des composants de sécurité ;
- les plans et vues d'exécution, dont :
 - accès et cheminement au local de machinerie et de poulie ;
 - implantation des matériels en machinerie (armoires, machines, limiteurs, ventilations, éclairages, tableaux électriques, crochets, trappes, portes d'accès, etc.) ;
 - élévation de la gaine et du local de machinerie, avec détail sous cuvette si nécessaire ;
 - implantation des équipements en gaine et cuvette ;
 - vues d'ensemble des paliers (portes, boîtes à boutons, indicateurs, appels pompiers, etc.) ;
 - vues d'ensemble des cabines (implantation des boutons, indicateurs, main courante, miroir, etc.) ;
- le mode opératoire détaillé des différentes phases de travaux ;
- la description des moyens de manutention, encombrements et poids des matériels existants et neufs, adaptés aux caractéristiques de l'établissement.

Le démarrage des travaux est conditionné à l'avis favorable de la maîtrise d'œuvre.

Le titulaire devra prendre en compte les observations éventuelles du bureau de contrôle et mettre à jour le dossier technique autant de fois que nécessaire. En cas de présentation de dossiers incomplets entraînant des vacations supplémentaires du bureau de contrôle, les frais correspondants resteront intégralement à sa charge.

9.2.2 Réunions de préparation relatives à l'organisation de l'exécution des travaux

Le titulaire, y compris ses sous-traitants désignés, participera aux réunions de préparation organisées dans le cadre du marché. Ces réunions ont pour objet :

- de définir le processus de déroulement des opérations, en tenant compte des contraintes du bâtiment et de la réalisation des travaux en milieu occupé, afin d'assurer en permanence la sécurité des installations et la continuité de l'activité des usagers ;
- de préciser les interfaces matérielles et organisationnelles entre les différents intervenants ;
- d'établir un calendrier détaillé d'exécution, indiquant les périodes d'intervention du titulaire et des autres participants, dans le respect du calendrier contractuel et des délais d'immobilisation des installations ;
- de veiller, si les travaux le nécessitent, à la conformité du projet d'installation de chantier avec le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC SPS), ainsi qu'à sa cohérence avec les besoins des autres entreprises ;
- d'organiser, si nécessaire, la mise en commun d'équipements de travail ou d'installations de chantier.

9.3 Période d'exécution

9.3.1 Coordination avec les autres entreprises et avec les usagers

Le titulaire doit veiller à ne pas compromettre la bonne coordination des travaux réalisés par les différents corps d'état. Il lui incombe de :

- se tenir informé de l'avancement général du chantier ;
- s'entendre avec les autres intervenants sur les points communs à leurs prestations ;
- fournir les indications nécessaires à l'exécution de ses propres travaux et vérifier leur bonne prise en compte ;
- en cas de difficulté, en référer au Maître d'œuvre.

Le titulaire est responsable de la coordination des opérations relevant de son marché et devra respecter le processus défini, afin de limiter les nuisances pour les usagers et de réduire au minimum la durée d'immobilisation des installations.

Il mettra en œuvre les moyens humains et matériels nécessaires pour réduire la durée des interventions et informera sans délai le Maître d'œuvre de toute anomalie susceptible d'entraîner :

- un retard ou une perturbation dans l'avancement du chantier ;
- une détérioration des installations ou une atteinte à leur sécurité.

9.3.2 Protections des ouvrages contre les risques de vol, incendie, dégradations

Jusqu'à la réception des travaux, le titulaire est responsable de la protection de ses matériaux et ouvrages contre tout risque de vol, détournement, dégradation, incendie ou dégât des eaux. Les frais afférents aux mesures de protection nécessaires sont entièrement à sa charge.

9.3.3 Protections des ouvrages contre les risques de détérioration

Le titulaire doit protéger ses ouvrages contre tout risque de détérioration et prendre, pendant l'exécution de ses travaux, toutes les précautions nécessaires afin de ne pas causer de dommages aux ouvrages des autres entreprises ni aux biens du Maître d'ouvrage ou de tiers. Il est seul responsable des conséquences liées au non-respect de ces obligations.

Les moyens de transport et de livraison devront être choisis de manière à ne pas dégrader les revêtements de sols, à l'intérieur comme à l'extérieur du bâtiment.

Un état des lieux contradictoire sera établi avant le démarrage des travaux, puis à leur achèvement, en présence du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre et du titulaire. Toute dégradation constatée devra être reprise aux frais du titulaire.

Le chantier devra être maintenu en permanence en parfait état de propreté. Le titulaire devra mettre en place les protections nécessaires (sols, murs, escaliers, etc.), évacuer quotidiennement gravats et emballages, et assurer le nettoyage intégral de sa zone d'intervention.

En cas de manquement à ces obligations, et après mise en demeure restée sans effet, le Maître d'œuvre pourra faire exécuter le nettoyage ou l'enlèvement des gravats par une entreprise spécialisée, aux frais exclusifs du titulaire défaillant.

9.3.4 Exécution des prestations

Le titulaire assure la direction et la pleine responsabilité de l'exécution des travaux prévus au marché. Il est seul responsable des dommages que ces travaux pourraient causer, directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers.

Les installations devront être livrées **complètes, opérationnelles et conformes**, comprenant la fourniture, le transport, l'installation, le raccordement, les réglages de l'ensemble des équipements et dispositifs nécessaires au bon fonctionnement.

Des essais provisoires seront réalisés durant les travaux, suivis des essais définitifs lors de la réception.

9.3.5 Visites et investigations

Le titulaire ne doit s'opposer à aucune visite, investigation ou prélèvement demandé par le Maître d'ouvrage afin de vérifier la conformité des fournitures et travaux aux dispositions du marché, ni à ceux effectués par le contrôleur technique dans le cadre de sa mission.

Un état des lieux contradictoire sera réalisé avant et après les travaux, en présence du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre et du titulaire.

9.3.6 Stockage et évacuation du matériel

Le stockage des matériaux s'effectuera dans les zones définies en accord avec le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre. Leur stockage, protection et nettoyage relèveront de la seule responsabilité du titulaire.

La cadence des livraisons et enlèvements devra être adaptée à l'avancement du chantier. La remise en état des lieux après intervention sera assurée par le titulaire.

Le titulaire, procède régulièrement à ses frais, au tri, à l'évacuation et, le cas échéant, à la destruction des déchets issus de ses travaux, de manière à maintenir les lieux en parfait état de propreté.

9.4 Normes et réglementation

L'entreprise est tenue de respecter l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements administratifs et normes en vigueur à la date de signature du marché.

À titre indicatif, sont rappelés ci-après les principaux textes applicables :

9.4.1 Principales normes applicables aux ascenseurs

- EN 81 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs et monte-charge (Parties 1 : ascenseurs électriques ; 2 : ascenseurs hydrauliques) ;
- NFP 82 002 : Contrat d'entretien ;
- NFP 82 201 : Règles générales de construction et d'installation concernant la sécurité des ascenseurs et monte-charge ;
- NFP 82 202 : Ascenseurs et monte-charge – Suspente ;
- NFP 82 204 : Calcul des charpentes métalliques portantes (treuil, poulies de renvoi) ;
- NFP 82 205 : Fils tréfilés en acier pour câbles d'ascenseur ;
- NFP 82 206 : Câbles en acier pour ascenseurs ;
- NFP 82 207 : Dispositifs d'appel prioritaire pour Sapeurs-Pompiers ;
- NFP 82 212 et 312 : Dispositions applicables en cas de transformation importante d'ascenseurs électriques et hydrauliques ;
- NFP 82 214 : Dispositifs de commande, de signalisation et accessoires complémentaires ;
- NFP 82 251 : Guides cabine et contrepoids – Profils en T ;
- NFP 91 201 : Accessibilité aux personnes handicapées ;
- XP 82511 et 611 : Sécurité des ascenseurs dans les bâtiments existants ;
- NFP 81 70 : Normes relatives à l'accessibilité et à la signalisation visuelle et sonore.

9.4.2 Textes généraux

- Décret n°2008-1325 du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés ;
- Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Décret n°2016-550 du 3 mai 2016 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Décret n°2004-964 du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs (et ses modifications ultérieures, dont décret n°2008-291 du 28 mars 2008) ;
- Décret n°2012-674 du 7 mai 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs ;
- Arrêté du 7 août 2012 relatif aux contrôles techniques (modifié par arrêté du 20 août 2013) ;
- Directives européennes : 95/16 CE (ascenseurs), 89/366/CEE (compatibilité électromagnétique), 73/23/CEE (basse tension), et leurs modifications ;
- Code de la construction et de l'habitation ;
- Décret du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs contre les courants électriques ;
- Règlements et prescriptions des concessionnaires et services techniques (EDF-GDF, compagnies des eaux, opérateurs télécom, services de secours, collectivités, etc.) ;

- Règlement sanitaire départemental ;
- Code du travail et textes relatifs à la protection de la main-d'œuvre et à la lutte contre le travail dissimulé (loi n°91-1383 du 31 décembre 1991 et décrets d'application) ;
- Loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 relatifs à la coordination sécurité et santé des travailleurs ;
- Arrêté du 18 octobre 1977 portant règlement de sécurité des immeubles de grande hauteur (et ses modifications) ;
- Normes NFC 15.100 (installations électriques basse tension), NFC 15.105 (section des conducteurs et protections), NFC 20.010 (degrés de protection du matériel électrique) ;
- Décrets et circulaires relatifs au matériel élévateur (décret n°62-1454 du 14/11/1962, décret n°45-800, circulaires TR 40 du 30/04/1945 et du 27/05/1946, arrêté du 23/05/1946) ;
- Recommandations CRAMIF, cahiers CSTB, textes du REE ;
- Décret n°2004-964 du 9 septembre 2004 modifiant le CCH ;
- Arrêté du 26 février 2007 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées.

ARTICLE 10 – PRÉSENTATION DU MÉMOIRE TECHNIQUE

INSTRUCTIONS :

Pour permettre à l'UGECAM Alsace d'optimiser l'analyse des offres et de permettre d'en déterminer la plus avantageuse, chaque candidat présentera son mémoire technique, organisationnel et financier, selon un cadre de réponse décliné en chapitres, comportant chacun, au minimum l'ensemble des éléments détaillés ci-après.

Pour permettre à l'UGECAM Alsace une lecture homogène des offres, il appartiendra à chaque candidat de présenter ses items dans le chapitre concerné parmi ceux attendus.

Le candidat devra impérativement suivre l'ordre du sommaire et des points ci-dessous.

Le candidat peut joindre tout document utile à la bonne compréhension de son offre. Il indique dans le présent document la référence précise de l'information dans les documents joints (titre du paragraphe et numéro de page).

Chapitre 1 - METHODOLOGIE ET MOYENS HUMAINS (Pondération du sous-critère 30%)

1 - METHODOLOGIE ET ORGANISATION

Le candidat précise la manière dont il gère la maintenance. Il décrira à minima :

1.1 - L'organisation des échanges : entre les responsables du contrat, les chefs d'équipe, les techniciens, et l'UGECAM Alsace (informations sur les interventions, manière de garantir l'information en temps réel).

1.2 - L'organisation en mode dégradé en période de sous effectifs (congrés, maladie...) : mesures mises en place pour renforcer l'équipe, procédure pour gérer les absences, organisation des interventions urgentes...

2 - ORGANIGRAMME – COMPOSITION ET QUALIFICATION DE L'ÉQUIPE

Le candidat présente un organigramme de l'entreprise et une présentation des interlocuteurs dédiés au contrat. Il présente à minima :

2.1 - Le responsable principal de la gestion du contrat, ses qualifications et son rôle vis-à-vis de l'UGECAM Alsace dans le suivi des prestations, les coordonnées de l'interlocuteur unique dédié à l'UGECAM Alsace ainsi que ses jours et horaires de disponibilité, son remplaçant cas d'absence en précisant ses coordonnées.

2.2 - Le ou les chefs d'équipe, leurs qualifications et une description précise de leurs rôles spécifiques.

2.3 - Les techniciens affectés au contrat : nombre, niveau de formation, qualifications et éventuelles compétences spécifiques. En précisant s'ils sont totalement ou partiellement affectés au marché de l'UGECAM Alsace et le nombre d'appareils que chaque technicien gère dans son portefeuille.

3 – LOCALISATION GEOGRAPHIQUE DES INTERVENANTS

Le candidat précise la proximité de l'équipe et les ressources humaines disponibles. Il précise à minima :

3.1 - La localisation de l'équipe encadrante : emplacement de l'agence de maintenance référente du marché.

3.2 - La localisation précise de l'équipe intervenante : point de départ des différents techniciens appelés à intervenir sur chaque établissement. Préciser ceux affectés à la maintenance courante et ceux à la gestion des urgences (désincarcération, dépannages d'urgence, appareils prioritaires).

Chapitre 2 – GESTION DE LA MAINTENANCE (Pondération du sous-critère 30%)

1 – PRISE EN CHARGE ET CONNAISSANCE DES ASCENSEURS AU DÉBUT DU CONTRAT

Le candidat décrit la procédure qui lui permettra de garantir une bonne connaissance du parc au début du contrat.

2 – GESTION DES PIÈCES DE RECHANGE

Le candidat détaille la procédure de gestion des pièces de rechange pour assurer la rapidité des interventions.

2.1 - Stock tampon, procédure de stockage et de disponibilité, avec précision de l'endroit géographique où il se situe.

2.2 - Pour les pièces non incluses dans le contrat, procédure de commande, délais d'approvisionnement et garanties de disponibilité (le détail des pièces figure dans le BPU).

3 – MAINTENANCE PRÉVENTIVE

Le candidat précise sa méthodologie pour effectuer les visites régulières. Il précise à minima :

La procédure de planification des interventions préventives, le calendrier prévisionnel annuel pour l'ensemble des sites, les outils utilisés pour organiser et suivre les interventions. Joindre un modèle de rapport d'intervention.

4 – DÉPANNAGE, DÉSINCARCÉRATION

Le candidat détaille les procédures mises en place pour respecter les délais d'intervention en cas de panne ou de passager bloqué en cabine. Il précisera :

4.1 - Les outils ou plateformes utilisés pour suivre chaque intervention (logiciel de gestion, rapport d'intervention, etc.), en joignant un exemple de chaque document.

4.2 - Les procédures adoptées en cas de panne récurrente : analyse des causes, résolution durable..., en précisant son flux de communication interne.

5 – MAINTENANCE CURATIVE HORS FORFAIT ANNUEL

Le candidat détaille sa gestion des interventions et le suivi des réparations lorsqu'elles ne sont pas incluses dans le forfait : devis, approbation préalable, suivi des coûts et des délais.

Chapitre 3 – SUIVI DES PRESTATIONS (Pondération du sous-critère : 10%)

1 – PLATE-FORME DE SUIVI

Le candidat précise l'outil mis à disposition de l'UGECAM Alsace pour le suivi des interventions, en précisant s'il est gratuit ou payant. Il décrit à minima :

1.1 - La description de la plateforme de suivi, accessibilité, avec les fonctionnalités proposées (suivi en temps réel, alertes, gestion des rapports et son interface avec le client).

Joindre impérativement des copies d'écran.

1.2 - Comment sont formés les utilisateurs à la prise en main et à l'utilisation de cette plate-forme.

2 – RAPPORT D'INTERVENTION

Le candidat détaille le processus de génération et de partage des rapports d'intervention. Il précise à minima :

2.1 - Comment les rapports sont générés (via un outil informatique ou manuellement), les types de rapports fournis (intervention réalisée, pièces remplacées, temps d'interventions), et leurs délais de transmission.

2.2 - Le niveau de détail fourni dans les rapports et le suivi des diagnostics de maintenance : informations présentes dans les rapports (diagnostics techniques, liste des travaux effectués, état des équipements, recommandations pour les futures interventions, etc). Un modèle sera joint impérativement à l'offre.

Chapitre 4 – GESTION DES INTERVENTIONS (Pondération du sous-critère : 25%)

Le candidat détaille les actions et mesures prises pour minimiser l'indisponibilité des ascenseurs pendant les interventions. Il précise à minima :

4.1 - Les mesures mises en place pour optimiser les interventions, y compris en cas d'urgence ou de situation imprévue (ex. interventions programmées pendant les heures creuses, utilisation de pièces de rechange disponibles en stock, priorisation des ascenseurs critiques...).

4.2 - Les durées moyennes d'intervention selon celles décrites en annexe 1 au CCTP (Opérations minimales d'intervention).

4.3 - Comment peut être vérifié le respect des délais : outils et processus utilisés, systèmes de suivi en temps réel des interventions et des engagements contractuels de temps de réponse...

Chapitre 5 – SECURITE DES INTERVENTIONS (Pondération du sous-critère : 5%)

1 – Sécurité du personnel UGECAM Alsace

Le candidat détaille les procédures de sécurité mises en place lors des interventions pour assurer la sécurité des personnels de l'UGECAM Alsace. Il précise à minima :

1.1 Les procédures de sécurité mises en œuvre pendant les interventions (protocoles de sécurité relatifs à l'accès aux ascenseurs, dispositifs de prévention des accidents,

délimitation des zones de travail...).

1.2 L'organisation du nettoyage et de l'hygiène des lieux pendant et à la fin des interventions, les mesures prises pour garantir la propreté des lieux après les interventions : nettoyage des ascenseurs, des espaces environnants, et utilisation de produits spécifiques pour désinfecter les surfaces.

2 - Sécurité des techniciens intervenants

Le candidat détaille les procédures de sécurité appliquées à ses propres employés (procédure internes à fournir), les formations régulières à la sécurité et la mise en place d'audits internes de sécurité.